

Présidence de l'UE : M. Juncker n'aurait "pas de raison de refuser" un appel à candidature

LE MONDE | 28.10.09 | Luxembourg

Propos recueillis par PHILIPPE RICARD et JEAN-PIERRE STROOBANTS

Jean-Claude Juncker est le premier ministre (centre droit) du Luxembourg depuis 1995, président de l'Eurogroupe depuis 2004, et première personnalité à "*se mettre sur les rangs*" pour devenir président du Conseil européen contre l'ancien premier ministre britannique Tony Blair, si le traité de Lisbonne, qui crée ce poste, entre en vigueur.

Pourquoi vous opposez-vous à la candidature de M. Blair ?

Les trois pays du Benelux ont pris position, cela va au-delà de la personne de M. Blair. Je ne distingue pas les domaines dans lesquels le Royaume-Uni aurait fait preuve d'une véritable inspiration européenne au cours des dix dernières années, hormis des avancées sur la défense. Je me réfère à un modèle théorique voulant que l'Europe soit représentée par quelqu'un qui aurait comme souci principal de la servir, de la rassembler autour de compromis vertueux, et qui ne ferait pas semblant de la représenter à l'extérieur sans avoir assuré sa cohésion interne.

Cette personne doit-elle provenir d'un pays qui participe à toutes les grandes politiques européennes : espace Schengen, zone euro ?

Le parcours de certains Européens a été enrichi par leur volonté de faire avancer l'Union européenne, y compris l'union monétaire. D'autres n'ont pas su adopter ce rythme...

L'Union européenne a acquis une crédibilité internationale à travers la création de la monnaie unique. Nous y sommes arrivés parce qu'il y avait un calendrier préétabli et des institutions fortes au service de ce calendrier. C'est la méthode communautaire, qui suppose une interaction entre la Commission, le Conseil, et le Parlement européens.

En clair, aimeriez-vous vous porter candidat ?

J'ai appris qu'il ne faut pas se porter candidat à une telle fonction. Il faut laisser venir les appels des autres. En 2004, tous les chefs d'Etat et de gouvernement me demandaient de devenir président de la Commission. Mais j'avais promis aux Luxembourgeois de rester leur premier ministre, en cas de réélection. J'ai été de nouveau réélu en juin 2009, sans avoir pris ce genre d'engagement. Si un appel m'était lancé, je n'aurais pas de raison de refuser de l'entendre. A condition qu'il soit sous-tendu par des idées ambitieuses pour ce poste.

Quel doit être le profil du premier président "stable" du Conseil ?

Je ne plaide pas pour moi, mais pour une certaine conception du rôle. J'ai toujours agi en fonction de l'intérêt de mon pays, et surtout de l'Union européenne. Je voudrais que ceux qui prétendent à cette fonction puissent témoigner d'un parcours semblable. L'Europe doit être dirigée d'une façon cohérente, inclusive et globale. Le président doit savoir conjuguer les plans, les idées et les rêves des grands comme des petits pays. Il doit aussi être un "facilitateur" pour le couple franco-allemand, sans négliger la dimension élargie de l'Union. Les décisions ne peuvent être prises dans les seules capitales occidentales. Si le Conseil européen penchait pour une solution de facilité, un poste d'apparat, jamais l'idée ne me viendrait de dire oui à un éventuel appel.

Pour vous, il s'agit d'éviter un directoire des grands pays ?

Ma longue expérience m'a appris que l'Union ne se fait pas seulement sur les idées des "grands", qui souvent divergent. Ce sont les "petits" et les "moyens" qui les mettent souvent d'accord, ce que les grands feignent d'ignorer.

Quel doit être le lien du futur président avec le haut représentant pour les relations extérieures ?

Le rôle de ce dernier sera plus international, mais il ne pourrait rien faire sans l'aval du premier. Les relations internationales en Europe ont cessé de passer par les seuls canaux berlinois, londoniens ou parisiens. Je ne suis pas un nain... J'ai des relations amicales avec Vladimir Poutine, contrairement à ce que raconte la presse britannique. Et je connais depuis longtemps les dirigeants chinois.

Lors de la crise financière, Nicolas Sarkozy a critiqué votre passivité en tant que président de l'Eurogroupe. Vous êtes-vous réconciliés ?

Nous nous sommes dit les choses. C'est à lui d'en tirer les conclusions. J'ai avec le président de la République des relations que je veux croire amicales. Au plus fort de la crise, j'ai dû prendre en compte les sensibilités des uns et des autres. Puis j'ai appuyé très fortement l'approche française. Jamais l'Europe ne fut présidée avec une telle perspicacité que sous la présidence française. Je rappelle toutefois qu'en 2005 j'ai, quant à moi, dû gérer l'impact des "non" français et néerlandais, et que j'ai réformé le Pacte de stabilité.

Le contentieux sur les paradis fiscaux a-t-il laissé des traces dans vos relations avec la chancelière allemande, Angela Merkel ?

Aucune. Le Luxembourg a dit avant la réunion du G20, à Londres, en avril, qu'il accepterait l'échange d'informations bancaires sur demande en cas de soupçon de fraude. J'ai toujours milité pour cette idée. J'ai été très surpris parce qu'on m'avait dit que jamais le Luxembourg ne figurerait sur les listes grises après avoir adopté les standards de l'OCDE. On l'a tout de même inscrit.

Les Britanniques, quant à eux, vous reprochent d'être trop fédéraliste...

Je ne suis pas fédéraliste au sens britannique du terme : l'Europe n'a pas vocation à ressembler aux Etats-Unis d'Amérique. Les citoyens allemands ou français ne l'accepteraient pas. Les nations ne sont pas une invention provisoire de l'Histoire. Mais je suis un fédéraliste au sens européen du terme, qui conçoit de mettre en commun ce qui importe et laisser hors des zones d'influence de l'Union ce qui nous est propre.

On évoque une candidature du premier ministre néerlandais Jan Peter Balkenende...

C'est un ami, même si j'ai parfois des divergences notables avec lui sur les débats européens de fond. J'ai pris des risques au moment du référendum sur la Constitution dans mon pays, en suggérant de démissionner en cas de victoire du non. Il ne l'a pas fait, mais je le comprends parce que je connais la situation de son pays.